

Le mobilier urbain réinvestit les villes

PUBLIÉ LE 19/10/2017 Par [EMMANUELLE PICAUD](#) • Club : [Club Techni.Cités](#)

RÉAGIR



crédits : Flickr / Caroline de Francqueville

Alors que les villes ont limité le recours au mobilier urbain destiné à la détente et au confort ces dernières décennies, il semblerait que le marché reparte à la hausse, porté par la dynamique de la piétonisation des centres villes.

Après quelques années difficiles, le marché du mobilier urbain repart à la hausse. C'est le message qui ressort de la matinée organisée jeudi 12 octobre par le syndicat professionnel de l'ameublement français, à Paris. « Aujourd'hui, tout le monde réfléchit aux usages de l'espace public [...] ; il y a une convergence entre le mobilier urbain et l'aménagement », a commenté Dominique Weber, président du syndicat.

Redonner vie à l'espace public

Pour les professionnels du secteur, plusieurs phénomènes participent de ce regain d'intérêt de la part des villes. D'une part, l'essor du phénomène de piétonisation des centres urbains encourage à remettre au goût du jour un type de mobilier trop souvent délaissé ces dernières décennies. D'autre part, les notions de bien-être et de confort en ville suscitent de nouveau un vif intérêt aux yeux des collectivités, au-delà de la simple dimension utilitaire accordée à l'espace public.

« Aujourd’hui, il y a la volonté de redonner vie à l’espace public, qui était devenu trop impersonnel. On a trop souvent utilisé cet espace comme un lieu de transition, où il n’était question que de déplacements », constate Marc Courbot, animateur du groupe voirie, espaces publics et ouvrages d’art de l’association des ingénieurs territoriaux ([AITF](#)).

La sécurité, une obsession

Revers de la médaille : aujourd’hui, la majorité du mobilier urbain géré par les collectivités est du matériel de voirie, utilisé pour assurer la sécurité des piétons. C’est le cas par exemple des potelets de stationnements. Or, ce mobilier implique des coûts d’entretien importants, puisque son taux de renouvellement est supérieur à celui des autres mobiliers. « Au sein de ma collectivité [Lille Eurométropole, NDLR], nous devons être aux alentours de 10-20% de taux de renouvellement », témoigne Marc Courbot.

Même constat en ce qui concerne les corbeilles pour les déchets, qui ont été retirées par certaines villes au motif d’inciter les usagers à se rendre à des bornes de tri. « Plutôt que de marcher plus longtemps, les gens jettent leurs détritiques par terre. La charge de travail se reporte donc sur les autres services, chargés du balayage. Les coûts environnementaux et financiers n’ont pas été intégrés », poursuit l’ingénieur.

La convivialité avant tout

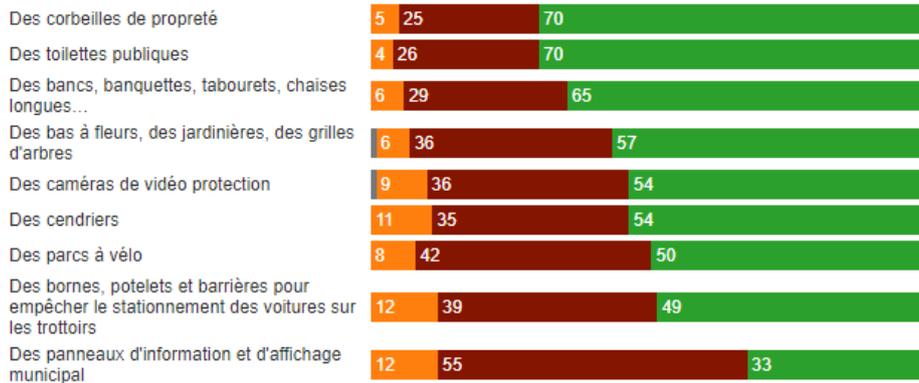
Cette perte de mobilier à visée utilitaire est confirmée par le sondage réalisé par l’institut Kantar auprès de 1005 individus, et dévoilé jeudi 12 à l’occasion de la matinée organisée par le syndicat de l’ameublement français. 70% des sondés estiment qu’il faudrait davantage de corbeilles de propreté en ville, et de toilettes publiques (70% également). Vient ensuite les assises (bancs, baquettes, chaises, etc.) pour 65% des sondés, alors que les bornes pour empêcher le stationnement des voitures ne devraient être renforcées que pour 49% d’entre eux.

Pouvoir s’asseoir, satisfaire un besoin pressant – ou encore évoluer dans un espace propre – restent donc des conditions importantes aux yeux des usagers. Sans celles-ci, il reste difficile pour ces derniers de s’approprier l’espace public. « Ce qui incite les gens à venir dans un centre-ville, ce ne sont pas forcément les animations ou l’accessibilité des transports, mais les lieux de convivialité en extérieur », analyse Guillaume Caline, directeur de clientèle à l’institut Kantar.

La propreté, première attente en matière de mobilier urbain en ville

Quantités de mobiliers urbains attendus pour l'avenir (en %)

■ Ne sait pas ■ Il en faudrait moins ■ Ni plus ni moins ■ Il en faudrait plus



Source: [Les français et l'aménagement de l'espace urbain](#), Kantar Public

Des normes en veux-tu en voilà

Mais si l'intention de renouveler le mobilier urbain et de lui donner un second souffle est bel et bien là, il reste un pas entre la théorie et la pratique. « Certes, les villes songent à remettre des toilettes publiques, mais dans les faits, elles ne veulent pas que cela se voit ! », pointe Marc Courbot. La sophistication de l'espace public implique que, paradoxalement, il est de plus en plus difficile de trouver de la place pour du nouveau mobilier.

Et de revenir sur l'exemple des trottoirs et du matériel de voirie : « entre l'accessibilité des PMR et les potelets, les trottoirs sont tellement encombrés et normés qu'il reste difficile de les aménager autrement », déplore-t-il.